

« Qui s'occupe du mal-être des généralistes ? »

Qu'ils soient de ville, de campagne ou de famille, ils s'inquiètent pour l'avenir de leur profession et veulent être reconnus comme des spécialistes. Un médecin normand témoigne.

Témoignage

Dr Thierry Lemoine.
51 ans, installé depuis 20 ans à Cerisy-la-Foret (Manche). Membre de la Fédération des médecins de France, majoritaire en Basse-Normandie.



Ouest-France

« Aujourd'hui, un jeune médecin généraliste qui s'installe en libéral doit vraiment avoir le feu sacré. C'est devenu la spécialité de dernier choix en face de médecine, sans perspective d'évolution de carrière, avec des rémunérations au plus bas. À 5 000 € par mois pour un bac+10, alors que d'autres spécialités gagnent trois fois

plus. Quant au prestige, il n'y en a plus : on est régulièrement insulté par les patients.

D'ailleurs, la Cour de cassation nous a traités de sous-spécialistes en refusant, la semaine dernière, de reconnaître notre spécialité en médecine générale, et donc la consultation à 23 € (*lire ci-dessous*). Pas étonnant que, désormais, 90 % des jeunes médecins diplômés choisissent un emploi salarié. J'ai 51 ans, et avec la plupart de mes collègues, nous n'avons plus qu'une envie : vivre la retraite qu'on se casse !

Nous sommes devenus le déversoir de tout le mal-être humain, mais qui s'occupe du mal-être des médecins ? Pour ma part, mon pouvoir d'achat n'a pas évolué depuis trois ans, alors que mes charges pour payer ma secrétaire, mes cotisations Urssaf, le matériel informatique, etc., ont augmenté l'année dernière de 10 000 €. Avec 1 € de plus par consultation, sur la base de 5 000 actes par an,

ça ne couvre que la moitié de mes charges supplémentaires.

Je n'appliquerai pas de force la consultation à 23 €, comme l'y appelle la Confédération des syndicats médicaux de France. Ce n'est pas la position de mon syndicat, la Fédération des médecins de France (FMF). Mais cela fait cinq ans qu'on alerte sur le tsunami qui menace la médecine libérale. Elle est vouée à disparaître d'ici dix ans, à moins que l'État n'investisse massivement. Sur la base de 10 milliards d'euros par an, pour

revaloriser notre rémunération, mais aussi favoriser la création de pôles de santé libéraux. Cette somme inciterait les jeunes médecins à s'installer dans des zones actuellement en voie de désertification médicale. 10 milliards d'euros, ce n'est pas impossible : actuellement, les honoraires des généralistes constituent moins de 3 % des dépenses totales de la Sécu. »

Recueilli par
Nathalie LECORNU-BAERT.

Consultation à 23€ : une bataille emblématique

Voulant faire reconnaître, financièrement, la médecine généraliste comme une spécialité, le principal syndicat de médecins libéraux, la CSMF, appelle, depuis hier, les généralistes à facturer leur consultation 23 € au lieu de 22 €. Une bataille emblématique du malaise qui traverse la profession actuellement. En fait, les généralistes

peuvent, depuis plusieurs années, demander leur requalification en spécialiste, mais l'Assurance maladie n'a pas prévu, pour autant, de les autoriser à facturer le tarif correspondant, ce que dénoncent plusieurs syndicats. Jeudi dernier encore, la Cour de cassation a rendu un arrêt qui ne leur était pas favorable.

Mieux étudier le cancer avec les biomarqueurs

Cette technique permet d'analyser la mutation des cellules, l'évolution de la maladie ou l'impact d'un traitement. À Paris, la jeune société Genosplice est en pointe dans ce domaine.

Reportage

Avez-vous déjà vu une puce ADN ? Non, il ne s'agit pas d'un insecte bondissant, mais bien d'un petit rectangle de plastique mesurant à peine 7 cm et coûtant 500 € pièce. À l'intérieur, une puce de silicium, la même que celle qui équipe vos ordinateurs. « On y introduit de l'ADN humain qui se fixe sur la puce », explique Marc Rajaud cofondateur de la société Genosplice créée en 2008. Ensuite, à la façon d'une disquette, on la glisse dans un lecteur spécial. »

De savants calculs

Sur l'écran de l'ordinateur, apparaît une sorte de tableau abstrait composé d'une multitude de points. Le profane y voit un joli assemblage de couleurs, le spécialiste y détecte des mutations. « C'est là que nous intervenons », prévient Pierre de la Grange, l'autre créateur de Genosplice.

Derrière ces yeux bleu vif se cache un cerveau bien rempli. Titulaire d'un doctorat de biologie moléculaire, il a élaboré, avec des biologistes et des informaticiens, un algorithme unique au monde et tenu secret dans leurs locaux de l'hôpital Saint-Louis à Paris. Ce mélange de calculs mathématiques et de diagnostic médical permet d'analyser le fameux tableau de couleur.

On peut ainsi détecter les mutations génétiques d'une femme atteinte d'un cancer du sein et les comparer avec celles d'une femme en bonne santé. « Chaque couleur correspond à la transformation d'un gène, d'une



Marc Rajaud et Pierre de la Grange, les deux fondateurs de la société Genosplice spécialisée dans l'analyse des biomarqueurs.

cellule, voire d'une protéine. Aujourd'hui, on ne sait pas comment fonctionne le cancer. Pourquoi une cellule se reproduit de façon inconsidérée et donne naissance à une tumeur. Mais on est capable de comprendre certains aspects de l'évolution de la maladie. »

Personnaliser les soins

Chaque puce contient environ 6,5 millions de données ! Pour affiner la recherche, on utilise trois puces pour le patient sain et trois

autres pour le patient malade. « On se retrouve donc à la tête de 40 millions de données à décrypter ! C'est notre boulot de faire émerger les éléments pertinents. » Les fameux biomarqueurs.

On peut ainsi prédire l'évolution de la maladie, les chances de survie, mais aussi les effets d'un traitement. « On peut savoir si un médicament prévu pour le sein va avoir aussi des effets sur le foie. » Un plus dans la volonté de personnaliser les soins et d'éviter des traitements lourds et

inutiles pour certains patients. C'est tout l'enjeu de la bio-informatique, qui se développe à travers le monde et que suivent de près les laboratoires pharmaceutiques.

Jusqu'où pourra-t-on aller ? « Le fantasme est d'être capable de modéliser l'impact d'une action sur tout l'organisme, imagine Marc Rajaud. Par exemple : fumer une cigarette et voir à l'écran l'ensemble des conséquences... »

Philippe LEMOINE.

Ils refusent de remonter dans le Tupolev

L'avion devait acheminer en Égypte 166 passagers de l'Ouest. Vu son état, ils ont exigé un autre appareil à l'escale de Bordeaux.



Tous les passagers du Tupolev 204 ont dû passer la nuit de dimanche à lundi à Mérignac.

Pneus usés, sièges vieillots... Le Tupolev 204 parti dimanche de Deauville (Calvados) n'a pas pu emmener ses passagers jusqu'à Taba, en Égypte, contrairement à ce qui était prévu. Faisant escale à l'aéroport de Mérignac, en fin d'après-midi, il fait l'objet d'un contrôle inopiné, de trois heures, de la Direction générale de l'aviation civile. Les fonctionnaires découvrent que « trois pneus sont à la limite de l'usure » et exigent leur remplacement.

Pendant ce temps, à bord, les esprits s'échauffent. Certains passagers s'étonnent des conditions de vol. « Les sièges étaient défoncés, les toilettes pas propres. D'autres passagers ont vu de l'eau et de la glace tomber du plafond », rapporte Reynald, père de famille originaire de Deauville. « L'équipage parlait à peine anglais et pas un mot de français », ajoute son épouse.

Dans tous les esprits, le crash de l'avion du président polonais, un

Tupolev également, fait penser au pire. « Il était hors de question de repartir. J'ai l'habitude de voyager, mais, là, c'était vraiment craignos », souffle Reynald.

Tout le monde a passé la nuit à l'hôtel. Lundi midi, l'avion, pneus remplacés, était prêt. Mais les passagers ont refusé d'embarquer. Le commandant de bord a donc décollé à vide.

Selon le tour-opérateur Marmara, ce n'était pas un Tupolev défraîchi mais un Airbus A319 ou A320 qui était prévu au départ de Deauville. « Nous allons demander des explications à la compagnie Koral Blue, l'affréteur égyptien de l'avion, qui n'a pas respecté ses engagements », précise un porte-parole. Il promet que les voyageurs seront indemnisés. La plupart ont finalement décollé de Bordeaux, hier soir, à bord d'un McDonnell Douglas, à destination de l'Égypte.

Yann-Olivier BRICOMBERT.

SNCF : la direction ne lâche rien

Alors que le trafic reste assez peu perturbé, le ton se durcit entre la direction et les syndicats grévistes.

3,3 % de grévistes hier, contre 5,3 % vendredi, selon la SNCF. Si la mobilisation faiblit, le dialogue demeure au point mort au sein de l'entreprise publique, après six jours de grève. Sud-Rail et la CGT, à l'origine du mouvement, protestent contre les restructurations dans le transport de marchandises. Les syndicats demandent également des créations d'emplois, ainsi que l'amélioration des conditions de travail. La direction, qui « ne veut pas donner de prime à la grève », refuse de négocier avant le retour à la normale du trafic. Misant sur le pourrissement du conflit, elle propose la tenue d'une table ronde le 21 avril, avec tous les syndicats.

« La semaine prochaine, ce n'est pas sérieux », estime Didier Le Reste. Pour le secrétaire général de la CGT cheminots, il faut négocier tout de suite, « comme dans toutes

les entreprises où il y a un conflit social », et sans les organismes non-grévistes. Fidèle à une ligne dure, le leader syndical, d'origine bretonne, conteste les chiffres de circulation annoncés par la direction.

Hier, selon la SNCF, le trafic des TGV était proche de la normale, à l'exception du Sud-Est, où circulaient en moyenne deux trains sur trois. Alors que la situation doit rester perturbée ce mardi, certains tirent déjà la sonnette d'alarme. « Nous sommes dans une situation qui doit s'arrêter le plus vite possible », a déclaré François Nogué, le directeur des ressources humaines, en chiffrant à quelque « 20 millions d'euros par jour » la perte de recettes due à la grève. Pas sûr qu'il soit entendu, tant les deux parties, inflexibles, campent sur leurs positions.

Politique en bref

Mélenchon fait un pas de plus vers la présidentielle

Jean-Luc Mélenchon, président du Parti de gauche, se dit capable d'être le candidat du Front de gauche en 2012. Mais le PCF, son principal partenaire, ne l'entend pas de cette oreille. Plus médiatique que sa « camarade »

Marie-George Buffet (PCF), l'euro-député compte bien jouer sa carte. « Dans la crise, c'est l'heure des personnes qui ont du caractère, pas des fromages pasteurisés ou des poissons lyophilisés », a-t-il déclaré à Libération.

Couple Sarkozy : France 24 brandit le droit à l'info

France 24 a défendu, hier, le droit à l'information face à l'action en référé engagée contre elle devant le tribunal de Paris par le chanteur Benjamin Biolay.

Celui-ci reproche à la chaîne d'avoir relayé une rumeur sur une prétendue liaison avec Carla Bruni-Sarkozy. Le juge rendra sa décision le 16 avril.

Cécile Duflot veut une écologie ancrée à gauche

La secrétaire nationale des Verts ouvre « des pistes de propositions » sur l'avenir du rassemblement écologiste dans un texte adressé aux militants des Verts et d'Europe Écologie. Trois semaines après « l'appel du 22 mars » de Daniel Cohn-Bendit pour une « coopérative politique », Cécile Duflot « revendique son rôle, pas ingrat, de trouver les voies d'un chemin partagé » pour un rassemblement ancré à gauche. Selon elle, « il y a de la place pour une nouvelle forme : un parti-société, tourné vers l'extérieur et en perpétuelle transformation ».



FN : le successeur de Le Pen élu en janvier 2011

Le Congrès du Front national devant désigner le successeur de Jean-Marie Le Pen à la tête du parti d'extrême droite, aura lieu les 15 et 16 janvier 2011. Deux candidats se sont déjà déclarés, les vice-présidents exécutifs

actuels du FN : Marine Le Pen, 41 ans, fille du président, élue conseillère régionale en Nord-Pas-de-Calais, et Bruno Gollnisch, 60 ans, vieux compagnon de route, élu en Rhône-Alpes. Tous deux sont députés européens.

Le ministre Georges Tron prêt à s'afficher avec Villepin

Le secrétaire d'État à la Fonction publique, Georges Tron, un villepiniste intégré au gouvernement après les régionales, n'a pas exclu dimanche

d'assister au lancement du parti de Dominique de Villepin, le 19 juin : « Je reste en contact et en amitié avec lui. », a-t-il déclaré sur Radio J.

En ce moment sur ouest-france.fr

MONDE | FRANCE | SPORTS | REGIONS | MA COMMUNE | INFORMATION | FORUM | ACTUALITÉ | LOISIRS

Dossier Jazz sous les pommiers	Dossier Festival de Cornouaille	Cinéma Nos vidéos avec Jean Reno
---	--	---

Actuellement dans les kiosques

Guide Printemps 2010
VIDÉO GRENIERS
BRICANTES - FOIRES À TOUT

Partir
40 destinations testées pour vous
Les bons prix
Les adresses
Les itinéraires
Les hôtels
Le guide
L'agenda
Le programme

Il était une fois l'Ouest
Les honneurs, les maux
et les souvenirs
qui ont fait l'Ouest

Que dit le routard sur votre région ?

Bretagne Nord
Bretagne Sud

Le guide du **routard**
disponible chez votre libraire